

SCP-RDC

Service Civil pour la paix



Brot
für die Welt

Pain pour le Monde –
Service protestant
de Développement

zfd Ziviler Friedensdienst
Wir scheuen keine Konflikte.

**DECOUVREZ NOTRE
RESEAU**

TABLE DES MATIÈRES

TITRE	PAGE
Table des matières.....	01
Présentation du scp en rdc.....	02
historique du Scp/rdc.....	03
APDIK.....	05
CPJSC/ CBCA.....	07
CBCA-ECP.....	09
CEDEM.....	13
CORACON.....	15
CP-ECP/SK.....	17
CRAFOD.....	19
DFF.....	21
FORAL.....	23
PI.....	25
R.I.O.....	27
SADRI.....	29
VSV.....	31
UEA.....	33
YWCA.....	35

PRESENTATION DU SCP EN RDC

Le service civil pour la paix (SCP) est un programme de prévention de violence et de promotion de la paix dans les régions en crise et en conflit. Le concept a été élaboré par des actrices et acteurs de la société civile allemande et est financé par le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ). Le SCP combine trois composantes complémentaires : la réalisation de projets, le soutien par des spécialistes et le travail en commun au sein d'un réseau pour atteindre un objectif commun.

Les membres du réseau SCP contribuent ensemble aux objectifs de paix, chaque organisation dans sa propre région, avec ses propres groupes cibles et approches de travail. Cette diversité enrichit le réseau. En effet, l'échange de connaissances et d'expériences, l'apprentissage et la formation mutuelle ainsi que la réflexion commune sur des thèmes ou des problèmes pertinents pour tous, font partie intégrante de ce réseau vivant. Il peut en résulter des projets communs, dans lesquels les organisations travaillent ensemble sur un problème spécifique.

La base commune des 17 organisations membres du SCP est la contribution à une cohabitation plus pacifique, aussi bien par un travail préventif avec les jeunes sur la communication non violente et la médiation, la résolution des conflits entre groupes opposés le soutien psychosocial des survivantes de violences. Tout cela est réalisé par les organisations membres du SCP. L'expertise technique peut être apportée par des spécialistes que les organisations membres peuvent demander à leur organisation partenaire, Pain pour le monde (PPLM). Les spécialistes travaillent alors pendant plusieurs années au sein de l'organisation et transmettent leurs connaissances techniques.

En contrepartie, ils apprennent à connaître le travail de l'organisation et la vie en RD Congo. Le programme SCP est coordonné par deux coordinatrices nationales avec l'accompagnement de Pain pour le Monde.

Anke TÄUBERT,
Responsable Régionale Service Personnel d'Appui
Unité Afrique Centrale
Pain pour le monde

Odile BULABULA
Coordinatrice Nationale SCP/RDC

Bibiche KANKOLONGO
Coordinatrice Nationale SCP/RDC

HISTORIQUE DU SCP/RDC

Le SCP a commencé en RDC avec l'envoi du personnel au CRAFOD et au CCEF. Deux dames Marianne Höevermann et Petra Meyer respectivement professionnelle du volet Genre au CRAFOD et Professionnelle en Psychothérapie au CCEF.

Vu l'importance de la problématique de la gestion des ressources minières et de la responsabilité sociétale des entreprises, EED a envoyé une mission au Katanga pour palper du doigt les réalités de cette province. Cette mission était composée de 03 consultants dont Christiane Kayser et Marie José Mavinga avec l'appui de l'équipe de SADRI qui était dirigé par Monsieur Ibond Rupas (directeur). Cette mission a mis en exergue la manière dont :

- Les grandes entreprises achetaient, vendaient et revendaient les concessions en leur possession sans être inquiété par les Autorités locales,
 - Les populations locales étaient chassées de leurs terres parce que les entreprises ont reçu l'autorisation d'exploiter dans leur environnement et ceux-ci ne s'occupaient pas de leur responsabilité sociale,
 - Les enfants, les femmes et les jeunes se sont transformés en artisan minier sans se soucier des risques que cela comporte
- A l'issue de cette mission, la coordination SCP/RDC a été mise en place.



Elle était composée de 03 personnes Marie José Mavinga assurait donc la coordination SCP en RDC et Mme Christiane Kayser et Flaubert Djateng étaient dans l'équipe mobile. Un cahier de charge était élaboré pour les 03 consultants. La coordination SCP est devenue opérationnelle depuis mars 2007 et le premier atelier nous a permis de rédiger notre vision, nos objectifs, nos stratégies d'intervention et nos domaines d'intervention.

Le réseau SCP en RDC s'est construit petit à petit. Au départ, il y avait 6 organisations (Heal Africa, CCEf, RIO, Ceformad, SADRI et l'ULPGL. Puis progressivement, d'autres structures se sont ajoutées dont CORACON, CJP/CBCA, ECP, CAPA, Lifded, YWCA, ... 05 structures ne sont plus membres du réseau SCP/RDC Heal Africa, ULPGL, CCEf, CEFOR-MAD et Lifded.

Au total, PPLM a envoyé 14 professionnels en RDC dont 10 femmes. Leur apport a été très apprécié soit au niveau des structures où ils ont presté, soit au niveau du réseau SCP. La collaboration avec les autres structures Allemandes a été déterminante dans les échanges entre les différentes coordinations et dans la mise en relation entre les structures partenaires travaillant sur les mêmes thématiques, la participation aux ateliers et à l'écriture pour la publication des articles.



Du SCP, les organisations membres ont appris à mieux se connaître et à se soutenir mutuellement pour améliorer la qualité de leurs interventions sur terrain, à chercher toujours l'excellence et à partager la connaissance.

Un grand pas a été fait mais beaucoup des défis reste à relever. Ne dit-on pas que l'union fait la force ? Ensemble, en unissant nos forces, nous pouvons donner de l'espoir aux Congolais et leur apprendre à ne pas être victimes mais acteurs de leur avenir.

Marie-Josée MAVINGA

1. APDIK

Sud-kivu

L'association Paysanne pour le Développement intégré au Sud-Kivu, APDIK a été fondée à Itombwe (Mwenga) le 04 octobre 1996 par un groupe des paysans agri-éleveurs.



Domaines d'intervention

- Entrepreneuriat social (Elevage et agriculture)
- Médias et paix (cohésion sociale, Technologie d'information et de communication liée au développement durable).
- Défense de droits et intérêts de peuples autochtones.
- La gestion foncière : (accès à la terre).
- Droits humains, bonne gouvernance et démocratie
- Environnement et climat : (protection de ressources naturelles, biodiversité, tourisme).
- Recherche action participative (études, enquêtes et publications des articles)
- Paix et réconciliation : (transformation positive des conflits entre éleveurs et agriculteurs, conflits fonciers, la gestion de la transhumance, le pastoralisme).
- Justice et économie : (sécurité alimentaire, agrobusiness, agro-industrie, coopératives agricoles).
- Service de base : Education, santé, eau potable de robinet, énergie.
- Femmes et enfants : Genre action, leadership féminin, lutte contre les violences basées sur le genre.

Pain Pour le Monde à travers le Service Civile pour la Paix et le projet Tujenge Amani Milimani (Construisons la paix dans les montages)

Nos actions sur terrain

- Sensibilisation des jeunes à se désolidariser des groupes armés locaux;
- Formation des jeunes ex-combattants sur l'entrepreneuriat;
- Création d'emploi des jeunes par la formation des métiers (formation en coupe couture, en informatique, appui aux petits commerces, octroi des semences pour l'amélioration des productions en faveur des jeunes paysans ag ri-éleveurs);
- Installation des clubs de paix au sein des écoles pilotes;
- Regroupement des jeunes ex-combattants autour des Associations Villageoises d'Epargne et des Crédits, AVEC;
- Création d'un espace d'échange permanent entre jeunes, leaders locaux, chefs coutumiers; à travers l'organisation des forums communautaire sur les questions de la paix et la Cohabitation entre les communautés locales en conflits (Banyamulenge, Babembe, Bafuliru, Banyindu et les Bavira).
- Renforcement de capacités des leaders religieux sur le rôle de l'Eglise dans la consolidation de la paix, le pardon mutuel et la guérison des âmes
- Organisation des rencontres sportives entre jeunes des différentes communautés en conflits
- Organisation des festivals musicales pour la paix
- Mise en place des centres de Counseling pour la détaumatisation des jeunes ayant quitté les groupes armés
- Mise en place d'un comité locale de paix ayant pour rôle de faire le suivi de respect des accords de paix entre les communautés en conflits, l'analyse du contexte de conflits dans le milieu et organiser des activités de paix et de cohésion sociale notamment les travaux communautaires



2. CAPA

Sud-kivu

Présentation de l'organisation

Le CAPA (Centre d'Apprentissage Professionnel et Artisanal) est une école des métiers créée en 1982 par la Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique (3ème CBCA). Le centre est ouvert au public de la région des grands Lacs.

Situé à Bukavu, au Sud-Kivu le CAPA évolue depuis sa création dans un contexte improbable caractérisé par un taux élevé de chômage et le désœuvrement de la jeunesse, les guerres à répétition avec comme effets le traumatisme, la destruction du tissu économique, la pauvreté, l'exode rural, la délinquance juvénile, le viol et les violences sexuelles, le banditisme, la criminalité et l'insécurité,...

La vision du CAPA

Pour les cibles de l'action du CAPA, « L'emploi pour tous ». Pour le centre en tant qu'école des métiers, « Un centre modèle dans la formation professionnelle ».

Nos réalisations :

- 12510 (dont 4537 Femmes) finalistes formés dans différents métiers dont 10763 lucrativement occupés;
- 3551 Structures artisanales accompagnées ;
- 10 extensions créées dans 3 provinces de la RD Congo;
- 2 Publications dont une est agréée par UNESCO.

L'Objectif Global du CAPA est de contribuer à la promotion de l'emploi à travers l'apprentissage et l'exercice en vue de réduire le chômage, le désœuvrement et leurs vices qui sont la délinquance, les conflits et la pauvreté.

Le CAPA a pour cibles principales les personnes en situation particulièrement difficile de pauvreté, les personnes marginalisées et sans autres alternatives de professionnalisation notamment les orphelins, les enfants de la rue, les filles mères, les ex combattants, les ex miniers artisanaux, les personnes vivant avec handicap physique, les personnes talentueuses motivées à exercer les métiers.

La vision du CAPA

- L'orientation en métiers
- L'apprentissage des métiers
- Le recyclage des artisans et des professionnels des métiers
- L'insertion professionnelle des finalistes des métiers
- La qualification des enseignants des métiers
- La qualification des apprentis des ateliers et des artisans ruraux
- La promotion des maîtres artisans
- La formation des enseignants des métiers et maîtres artisans
- La promotion des métiers agro écologiques
- Le travail en réseaux des acteurs de la formation professionnelle
- La redynamisation du RECOCEF (Réseau Congolais de Centre de Formation)
- La création des extensions à l'intérieur et à travers le pays/ Transfert de compétences (la formation professionnelle).
- Publication dans le secteur de la formation professionnelle

Nos activités transversales: Education au genre, l'éducation à la paix, le sport, le trauma intégration, la lutte contre les IST et SIDA, l'entrepreneuriat, la déontologie des métiers, la protection de l'environnement, l'inclusion sociale.

- Plaidoyer pour des lois favorisant la formation professionnelle, l'entrepreneuriat artisanal et la promotion des produits artisanaux locaux



3. CPJSC/ CBCA

Nord-kivu

Commission Paix Justice et Sauvegarde de la Création

La Commission Justice, Paix et Sauvegarde de la Création est l'un des services de la Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique (CBCA) qui travaille dans les domaines de paix et résolution des conflits, promotion des droits humains et de la bonne gouvernance, ainsi que la protection de l'environnement.

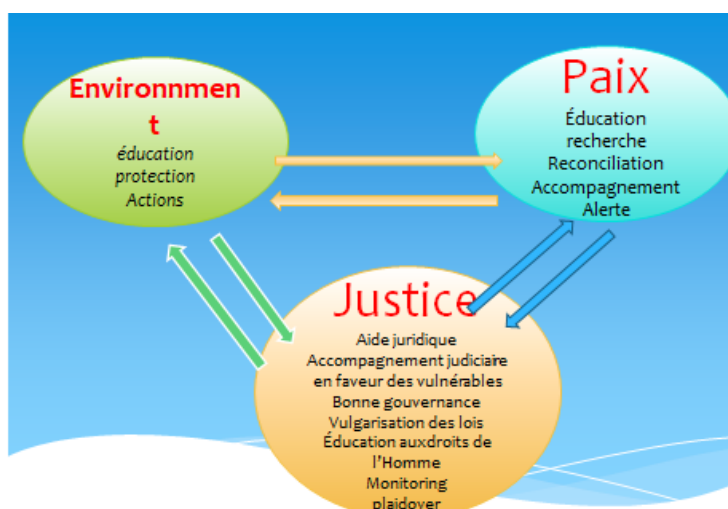
Sa vision est: « Vivre dans une société transformée pour la justice et la paix, dans un environnement sain »

La mission est : « Promouvoir les droits humains pour l'instauration de la paix, la justice et la protection de l'environnement. Et transformer les chrétiens en artisans de la paix, de la justice et faire d'eux protecteurs de l'environnement. »

Dans le contexte de la RDC et de la Sous-région des grands-lacs, plusieurs défis se posent dans le cadre du travail de paix et de promotion des droits humains. Il en est notamment de conflits divers (identitaires, fonciers, liés au pouvoir, etc), l'insécurité quasi généralisée caractérisée par la prolifération de groupes armés actifs dans les provinces du Nord, Sud Kivu et Ituri), la fragilité de l'autorité de l'Etat et l'enracinement d'une culture de violence.

En revanche, une nouvelle culture est en train de naître fondée sur la revendication non-violente des droits parmi les jeunes.

Ainsi face à tous ces défis, la CBCA contribue à travers la CJPSC, avec l'appui de ses partenaires et au côté d'autres acteurs, à la promotion de la paix, la justice et la protection de l'environnement.





Plusieurs actions ont été réalisées en particulier avec l'appui de Pain Pour le Monde. Il s'agit à titre illustratif de :

- Des ateliers de formation des leaders de membres de clubs de paix, d'aumôniers scolaires et chefs d'établissements scolaires sur l'éducation à la paix.

- Célébration de la Journée Internationale de la Paix à travers des activités culturelles par les jeunes
- Des ateliers d'analyse des conflits et analyse sociale
- Des émissions radiodiffusées sur la paix et la non-violence
- Exposition artistique et culturelle pour la paix
- Journée de réflexion sur les revendications non-violentes des droits avec les leaders de jeunes des clubs de paix et des mouvements citoyens
- Accompagnement des clubs de paix des jeunes dans l'implémentation des actions de paix dans les écoles et paroisses

- Recherche menée sur un sondage d'opinion publique sur la prévention et la résolution non-violentes des conflits en ville de Goma, avec l'accompagnement du Centre de Recherche pour la Démocratie et le Développement (CRED-DA) de l'ULPGL

- Formation des filles leaders sur le leadership

- Formation des leaders des clubs de paix et les jeunes des mouvements citoyens sur le plaidoyer

- Organisation d'une tribune d'expression populaire sur la paix et la non-violence en ville de Goma.

Contacts:

- Site web: www.cbca-kanisa.org
- Email: cbca_office@yahoo.fr
- Tel: +243998729893, 0994033201
- Ville de Goma, le Volcan, av James Nzumuka n0008

4. CBCA-ECP

Nord-kivu

Le Département de l'Enseignement appelé aussi Coordination des Ecoles Conventionnées Protestantes de la Communauté Baptiste au Centre d'Afrique en sigle ECP/CBCA est l'un de huit départements de la Communauté Baptiste au Centre d'Afrique.

C'est un service qui s'occupe de la planification et de l'organisation scolaire en vue d'assurer l'éducation scolaire des enfants dans les écoles d'enseignement maternel, primaire et secondaire.

Elles sont dites Conventionnées puisque ce sont des écoles publiques, c'est-à-dire étatiques, agréées mais qui sont confiées à l'Eglise (C.B.C.A.) qui en assure la gestion quotidienne selon les modalités fixées d'un commun accord dans la convention scolaire de 1977 signée entre l'Eglise et l'Etat.

Elles sont dites protestantes du fait qu'elles sont gérées par une Eglise chrétienne protestante. Le Département de l'Enseignement ou des ECP/CBCA comporte cinq Coordinations reconnues par l'Etat Congolais.

Ces 5 Coordinations sont implantées dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu précisément dans les villes de Bukavu, Goma, Kirumba, Butembo et Beni.



Les ECP/CBCA ont pour mission de participer à l'oeuvre évangélique de la CBCA par la préparation de la jeunesse à prendre ses responsabilités futures c'est-à-dire former les jeunes à faire face aux défis quotidiens de la vie sur tous les plans.

Notre vision : D'ici l'an 2023, nous sommes un Département de l'Enseignement, modèle en approches pédagogiques et en renforcement des capacités du personnel enseignant.

Nos valeurs : Responsabilité, autonomie, intégrité, humilité, travail bien fait, justice.

Nos activités : Planification, gestion administrative et pédagogique des écoles, inspection d'écoles, formation du personnel, encadrement psycho-social (aumônerie, clubs de paix, counseling etc), plaidoyer auprès de l'Etat et Partenaires.

Le rapport avec le Gouvernement (Etat)

La CBCA comme les autres confessions religieuses gère les écoles publiques moyennant la convention scolaire signée en 1977.

L'Etat paie les salaires des enseignants et donne mensuellement un petit fonds destiné au fonctionnement des écoles primaires et l'Eglise avec le concours des parents construisent et donnent des moyens pour le fonctionnement des écoles.

Compte tenu de la modicité du salaire, les parents interviennent avec une prime aux Enseignants.

L'Etat fournit également les programmes des écoles.

Projets exécutés avec l'appui financier de pplm

1. Programme d'initiation dans les écoles de la CBCA, à l'Education de qualité incluant le « Genre, la paix et l'Education Inclusive ». Ce projet est exécuté dans 6 écoles ciblées suivantes : Institut Visoke et l'EP Bwakya à Goma, l'Institut de Kirumba à Kirumba, l'Institut de Katwa à Butembo, l'Institut Mulwa à Bukavu (Sud-Kivu) et l'EP Kilokwa à Beni.

2. Le Projet de Développement de la culture de la Paix et des valeurs Protestantes. Ce projet est exécuté par trois composantes à savoir: les ECP/CBCA à Goma, les ECP/SUD-KIVU à Bukavu et le BNEP-CPR au Rwanda

IMPACTS:

Depuis un certain temps nous observons un certain engouement d'élèves vers nos écoles. Ces élèves sont attirés par la qualité de notre enseignement et la bonne moralité dans nos écoles.

Et même sur le marché d'emploi, nous recevons plusieurs témoignages selon lesquels les élèves formés chez nous se comportent très bien c'est-à-dire ils respectent et vivent les valeurs morales et chrétiennes dans leurs milieux de service. C'est cela qui fait que justement nos écoles soient très sollicitées.

Et pour pérenniser cette valeur spécifique, nous insistons sur le fait que le service d'aumônerie soit actif et opérationnel dans toutes nos écoles.

Cela signifie donc que le cours de religion doit être enseigné dans toutes nos écoles.

PERSPECTIVES D'AVENIR :

La formation des clubs de paix sur l'entrepreneuriat, organiser les échanges d'expériences entre les clubs de paix de nos écoles et les clubs de paix d'autres Communautés, poursuivre les formations dans d'autres écoles où les enseignants, les élèves et les parents ne sont pas encore formés, projet service civil de la Paix.

Contact:

Site web : www.ecpcbca.org

Adresse Physique : Quartier Les Volcans, Avenue

Kambere Nzumuka James, N° 008

Téléphone : + 245998667376

5. CEDEM

Sud-kivu



Créé en Mars 2019 par le Recteur de l'Université Evangélique en Afrique (UEA), le Professeur *Ordinaire* **Gustave MUSHAGALUSA NACHIGERA**, Le Centre d'Excellence Denis Mukwege, CEDM en sigle est situé dans la commune d'Ibanda, Quartier Panzi, Ville de Bukavu en République Démocratique du Congo.



Le CEDM a été instauré à l'UEA afin d'honorer le Professeur Docteur Denis MUKWEGE, en reconnaissance de sa lutte face aux viols et violences sexuelles et pour la pérennisation de son action.

Ainsi, il a été établi en vue de mener la recherche-action pour fournir des évidences scientifiques permettant de répondre à la problématique des conditions de vie des différentes catégories de femmes, ces dernières étant sujettes à des défis multidimensionnels importants.

A travers la recherche scientifique, des plaidoyers sont menés, des formations à offrir aux femmes sont identifiées et des actions efficaces sont posées en vue de la promotion du genre et du bien-être de la femme.

5 départements organisés :

- 1. La Recherche et Développement:** Le département de la Recherche et développement coordonne toutes les recherches effectuées au CEDM. Ce département se charge de la dissémination des résultats des recherches et collabore avec les partenaires de terrain (organisations nationales et internationales) pour la mise en application des évidences produites par la recherche et transformées en outil. C'est au sein de ce département que sont développés des programmes de recherche et organisées des manifestations scientifiques en rapport avec les conditions des femmes.
- 2. L'académie des compétences:** Ce département coordonne tous les programmes visant la capacitation des femmes, l'acquisition et l'amélioration de leurs compétences sur le plan académique et socio-professionnel. Le mentorat du personnel académique, scientifique et des étudiantes est l'un des programmes qui est en cours d'exécution. De ce fait, ce département organise plusieurs conférences, formations, ateliers,... pour atteindre ses objectifs. L'académie des compétences étendra ses actions en dehors de l'UEA en termes d'accompagnement des femmes dans leurs activités professionnelles. Elle pourra gérer également une petite unité qui est la garderie d'enfants. Cette garderie sera un espace (nursery) où les femmes de l'UEA et d'autres femmes placeront leurs bébés lorsqu'elles viendront passer la journée au CEDM pour le travail, les ateliers, les conférences,...
- 3. Le musée historique des femmes :** Ce musée sera un outil de communication et de plaidoyer. Il servira à documenter le parcours des femmes et de mettre en lumière les différentes luttes des femmes congolaises à travers l'histoire selon les âges, les cultures, les événements marquants auxquels elles ont joué un grand rôle,...
- 4. La Direction:** Ce département chapeaute tous les autres départements. Il se charge du développement du plan stratégique et du contrôle de sa mise en application.
- 5. L'administration et finance:** Ce département coordonne la gestion administrative et financière du CEDM. Il supervise la comptabilité, la gestion des fonds et de la trésorerie. Ce département contrôle également la bonne exécution des procédures et coordonne les services dont il a la charge.

Contact:

Site web : www.ecpcbca.org

Adresse Physique : Quartier Les Volcans, Avenue

Kambere Nzumuka James, N° 008

Téléphone : + 245998667376

6. CORACON

Nord-kivu

Le Collectif des Radios et Télévisions Communautaires du Nord-Kivu est une plate forme thématique et géographique créée le 2 mai 2005 par les dirigeants de 17 radios et 1 télévision communautaires dans la ville de Butembo. Son siège social est Goma.

Il est reconnu par l'Arrêté Provincial n°01/062/CAB/GP-NK/2012 du 62 Juin 2012. Au centre de sa création, la volonté des responsables des radios et télévisions communautaires de mettre en place un cadre de solidarité pour mieux servir la population et mieux défendre la liberté de la presse au Nord Kivu. Il regroupe ces jours 62 médias associatifs.

La vision du collectif est d'avoir au Nord-Kivu des radios et télévisions communautaires dynamiques qui contribuent efficacement et durablement à la pacification et au développement intégral et durable des communautés à la base.

La mission du Coracon est d'entretenir un cadre de concertation, de solidarité, d'échange et d'appui multisectoriel pour la promotion de ces membres; C'est aussi de promouvoir le réseautage, la démocratisation et le développement de la province du Nord-Kivu par le biais de la radio et télévision communautaires.

En terme d'activités principales, le Coracon offre des formations des journalistes ainsi que celles de managers des radios.





Le coracon poursuit ces objectifs:

- Promouvoir la radio et la télévision communautaire en tant que mode de communication alternatif viable ;
- Soutenir le développement de la radio et télévision communautaire du Nord-Kivu grâce à la mise en niveau des techniques professionnelles;
- Promouvoir et faciliter la coopération, l'échange de l'information entre les stations des radios et télévisions communautaires du collectif ;
- Contribuer à la démocratisation de la communication de manière à répondre aux besoins et exigences de la communauté de base ;
- Défendre les stations des radios et télévisions communautaires qui respectent les principes de l'association et qui sont menacées dans les contextes politiques ou autres;
- Promouvoir la radio et la télévision communautaire en tant qu'outil de développement communautaire et de d'éducation environnementale

Parmi les modules déjà exploités nous pouvons citer : Notions de base en journalisme, journalisme sensible aux conflits, fact checking, l'utilisation des nouveaux médias (Facebook, WhatsApp, Twitter, le site web)... Afin d'améliorer la qualité des informations qui sont diffusées, réduire les rumeurs, les préjugés pour favoriser la cohésion sociale. Pour les managers, les principaux modules traitent des bonnes pratiques du gestionnaire, l'entrepreneuriat comme mode de financement autonome d'une entreprise de presse.

Le Coracon organise aussi **des campagnes médias** (il s'agit de la production conjointe des émissions sur des sujets des hauts intérêts publics; à l'instar la santé, droits humain, la cohabitation pacifique...) Un studio de traitement audio-numérique et vidéo est placé à la disposition de cet axe de travail)

Contact:

- Siteweb: www.coracondrc.com
- E Mail: coracondrc@gmail.com
- Tél: +243 856255635
- Réseau sociaux : @Coracondrc : @CORACON_DRC
- Adresse physique: Goma, Mabanga sud, av Mukoto n-02

7. CP-ECP/SK

Coordination des écoles protestantes du Sud-Kivu

La CP-ECP/SK est un service technique de l'Eglise du Christ au Congo Sud-Kivu fédéré au RIO asbl. Elle gère au total 2 895 écoles dont 40 maternelles, 1 974 primaires et 881 secondaires dans la province du Sud-Kivu. Elle a un personnel enseignant de 26 544 dont 4 365 femmes qui encadrent 657 509 élèves parmi lesquels 303 474 filles. Elle coordonne également 20 bureaux de coordinations communautaires.

Nos Réalisations

1. Formation:

- Des enseignants, chefs d'établissement et élèves formés sur l'éducation à la paix et la transformation positive/pacifique des conflits;
- Formation des formateurs pour constituer une cellule d'acteurs qui vont pérenniser l'action;

2. Mise en place des clubs de paix: Il existe 3 cellules qui composent le club de paix: La cellule de prévention des conflits, la cellule de transformation pacifique des conflits à l'école et en familles (médiation), la promotion de la culture de paix (match sans arbitre, poème, chansons et théâtres)

3. Match sans arbitre: Les élèves font preuve du fair-play & Conscients des fautes commises à l'adversaire, Le score ne compte pas trop mais ce sont les valeurs de paix qui caractérisent les joueuses et joueurs qui comptent

5. Sensibilisation de masse à travers:

- La projection de film sur le repli identitaire, le préjugé et les stéréotypes

- L'organisation des théâtres participatifs dans les écoles

- Suivi et accompagnement des clubs de paix dans les écoles



La vision

Les enfants du Sud-Kivu ont accès à l'éducation de bonne qualité dès le bas âge, et sont dotés de sens de responsabilité, utiles à eux-mêmes et à la société.

Mission

Former les hommes et les femmes libres et responsables devant Dieu et la création, faisant preuve d'une bonne éducation intellectuelle, morale, civique, éthique et spirituelle.

Valeur

Justice, Honnêteté, Bonne gouvernance, Ordre, Assiduité, Autonomie, Responsabilité, Transparence et Respect mutuel.

Domaine d'interventions

1. Education de la jeunesse
 - Formation de la jeunesse
 - Construction, réhabilitation et équipement
2. Genre, paix et VIH/SIDA en milieu scolaire
3. Eau, hygiène et assainissement
4. Développement organisationnel des écoles:
 - Micro projets économiques au niveau des écoles,
 - Auto-prise en charge et la mise en réseau des écoles

Contact:

Tél. : 0998682223

E-mail : meschvunanga@yahoo.fr

B.P. 282 BUKAVU, RD. Congo

Adresse physique: N34, av du Lac, Q Ndendere, C Ibanda, Ville de Bukavu

8. CRAFOD

KONGO-CENTRAL

Le “ Centre Régional d’Appui et de Formation pour le Développement ”, CRAFOD en sigle est une OEuvre du développement de l’Eglise du Christ au Congo, Synode provincial du Bas-Congo, chargée de promouvoir la Vie, construire l’Humain et édifier l’Espoir par un programme de développement social local (PDSL). Le siège social du CRAFOD est établi dans le quartier 4, Cité de Kimpese, territoire de Songololo, District de Cataractes dans la province du Bas-Congo en République Démocratique du Congo. Il est situé à 220 km de Kinshasa et à 132 km de Matadi, ville portuaire et siège des institutions de la province du Bas-Congo.

Construit sur une colline reboisée par divers espèces d’arbres, le siège du CRAFOD est environ de 5 km du Mont Cristal, localement désigné « Mont Bangu » d’où culmine une chute d’eau appelée « VA- MPA ».

L’accès au siège du CRAFOD est facilité par deux routes nationales (asphaltée et ferrée) reliant Kinshasa et Matadi et d’un aéroport pour petits porteurs géré par la MAF (Mission Aérienne Fluviale). Sa concession fait frontière avec celle de l’hôpital général de référence dénommé “Institut Médical Evangélique, IME en sigle” située à l’est, par la concession de la cimenterie nationale de Kimpese située au sud, par la route nationale Kinshasa-Matadi située au nord et, enfin à l’ouest par le quartier commercial de l’agglomération de Kimpese dans lequel est situé la gare centrale de l’ONATRA.

OBJECTIF SOCIAL

Le CRAFOD a pour but de promouvoir le développement intégré et intégral des communautés locales de son rayon d’action.

MISSION

Le CRAFOD a pour mission le renforcement des capacités des acteurs des filières agricoles, d’organisations socioprofessionnelles, d’appui-accompagnement dans leurs activités, dans les négociations des marchés, dans les plaidoyers pour la défense des intérêts des paysans producteurs et dans le processus de résolution pacifique des conflits (conflits fonciers et conflits familiaux).

Son rayon d’action s’étend sur toute la province du Kongo Central. Chaque projet exécuté par CRAFOD définit son rayon d’intervention dans une partie de la province.

Domaines d’action

- Agri – durable, Agroforesterie, Agro écologie;
- Développement rural;
- Structuration du monde rural;

- Protection de l'environnement et gestion de ressources naturelles;
- Formation professionnelle et technique;
- Promotion du Genre , santé et VIH + SIDA;
- Réhabilitation des infrastructures, bonne gouvernance et entrepreneuriat, amélioration de l'habitat rural.

Approches et Stratégies d'intervention

- L'appui ouvert à toute la population du Kongo Central n'excluant personne;
- L'accent particulier sur les femmes et les jeunes;
- La proximité de services à travers les antennes et les axes (présence des CTC);
- L'approche ménages;
- L'approche participative;
- L'appui à l'autopromotion et à l'autoprise en charge à travers le renforcement des capacités;
- L'Apprentissage – Action (champs expérimentaux, champs de démonstration);
- Les visites d'échanges;
- Les appuis matériels/subventions (coups de pouce);
- L'appui aux chaînes de valeurs;
- Le Plaidoyer et le lobbying auprès des autorités;
- Le partenariat avec d'autres intervenants;
- L'augmentation de l'autofinancement du CRAFOD

Activités réalisées dans le cadre du Service civil pour la Paix

- Accompagnement des jeunes à la non-violence active;
- Mise en place de noyaux d'actions pour la Participation Populaire;
- Accompagnement des 10 à la médiation foncière;
- Genre et gestion des conflits;
- 1 Festival des jeunes transfrontaliers;
- Appui à la participation de la population à la gestion de leur terroir;
- Renforcement de la cohésion sociale par le sport, la gymnastique douce et le dialogue inter-religieux;
- Mise en place d'un labyrinthe de paix;
- Recherche action sur la prévention des conflits fonciers;
- Accompagnement des populations aux élections;
- Revue des politiques et stratégies des Associations citoyennes non employeuses;
- Accompagnement au théâtre forum;
- Accompagnement aux techniques de self-défense;
- Le plaidoyer contre la perversion de la dot et la déshumanisation des rites des rites de veuvage

Contact:

Tél. : (243) 0815111560 ;

E-mail : crafod@crafod.org;

Site Web : www.crafod.org

B. P. 170 KIMPESE / BAS-CONGO /R.D.C.



9. DFF

Nord-kivu

Nous sommes une organisation de l'Eglise du Christ au Congo dans la province du Kongo Central en République Démocratique du Congo qui est engagée à éveiller la conscience de la population à participer activement dans le processus du développement de notre pays.

Département Femme et Famille (DFF) a été créé en 1987 par l'Eglise et est devenue une Asbl confessionnelle dénommée la Dynamique Femme et Famille – Organisme Protestant d'Accompagnement et de Soutien en sigle ECC/ DFF-OPAS depuis 2015. Situé sur l'Avenue FARDC N°1 Quartier Ville Haute Commune de Matadi Ville de Matadi Province Kongo Central.

La Dff-Opas asbl tire ses programmes, ses projets et ses micro-projets à travers son plan stratégique revisité allant 2019 à 2029.

NOTRE VISION: La DFF-OPAS, rêve une société sans discrimination, ou la paix, l'équité, et le travail sont soutenus par l'autonomisation des femmes et des jeunes.

NOTRE MISSION: Promouvoir les femmes et les jeunes à travers le renforcement de leurs potentialités, l'apprentissage des métiers, insertion et entrepreneuriat.

NOS VALEURS: Justice/Equité, solidarité, redevabilité

LES AXES STRATEGIQUES: Formation et Information, Appui aux activités entrepreneuriales, Gestion de l'environnement.

THÈMES TRANSVERSAUX : Le Genre, la santé préventive et l'Education à la paix,...

BENEFICIAIRES DES NOS ATIONS: Les femmes (leaders, membres des organisations paysannes), les jeunes (vulnérables et scolarisés) et les ménages.

STRATEGIES: Enquêtes, accompagnement (appui technique et appui en intrants), suivi et supervision, évaluation interne.



Contact:

- Phone : (+243) 813489383, 899986276
- E-mail: dff-opaskc@gmail.com
- Website: www.dff-opas.org
- Siege social: N1/av Fardc, Q ville Haute, C de Matadi, V de matadi, P de Kongo Central



10. FORAL

Sud-Kivu

La Fondation Rama-Levina (FORAL asbl) est une organisation sans but lucratif créée en 2004 dans l'objectif de lutter contre les souffrances et la marginalisation des femmes, des jeunes et enfants victimes des violences de tout genre et autres vulnérables dans le souci de les soutenir et les accompagner tout en facilitant leur réintégration sans être stigmatisés dans leurs communautés respectives en République Démocratique du Congo en général et particulièrement dans sa partie Est, une zone post conflit. Notre mission est de contribuer au développement socio-économique, à l'accès aux soins de santé primaire, d'accompagner la revendication des droits des femmes et des jeunes dans leur processus de plaidoyer et de faciliter la réintégration des femmes, des jeunes, des enfants victimes des violences sexuelles et celles basées sur le genre et autres groupes vulnérables dans leurs communautés respectives. Notre vision est de créer une société juste et équitable où la dignité, les droits humains, droits socio-économiques des femmes sont rétablis et respectés, et où les jeunes filles, les orphelins et les enfants défavorisés et autres vulnérables ont de meilleures possibilités d'accès aux soins de santé de qualité et aussi à l'éducation pour un avenir meilleur.

DIFFERENTS PROGRAMMES DE FORAL

1. RESTAURATION DE LA SANTÉ : Santé mère-enfant, santé de la reproduction, violences sexuelles et celles basées sur le genre, santé mentale communautaire et réintégration communautaire.
2. CRÉATION DE LA RICHESSE ET RELEVEMENT COMMUNAUTAIRE : Appui, structuration et soutien aux groupes vulnérables. Appui aux AGR et autonomisation des femmes à travers des groupes communautaires
3. ESPOIR : Appui à l'éducation des jeunes et à la scolarisation des enfants les plus vulnérables.
4. COMMUNICATION ORIENTÉE AU CHANGEMENT ET RECHERCHE-ACTION : Sensibilisation à travers les médias et autres canaux, lutte contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre, l'implication et responsabilisation des hommes. Enquêtes/analyses /participation aux activités de recherche.
5. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL : Renforcement des capacités du staff, responsables des groupes locaux et des animateurs/trices locaux/les.

QUELQUES ACTIONS DE PLAIDOYER.



FORAL asbl

FONDATION RAMALEVINA

Dans le cadre du Programme Service Civil pour la Paix avec le soutien de Pain Pour Le Monde, FORAL exécute le projet sur « La Participation de la femme à la construction de la paix et à l'examen des conditions de retours éventuels des survivants des violences dans leurs communautés respectives dans la province du Sud-Kivu », avec l'accompagnement de la SPC dans les territoires de Walungu à Kaniola et Ikoma ainsi que dans le Territoire de Kalehe dans la chefferie de Buloho à Bunyakiri (Bitale et Munanjiro) et dans la chefferie de Buhavu (Kalima, MBin-ga Sud et Nord) en 2021.



Le projet en cours se trouve dans un contexte où un grand nombre des femmes sont abandonnées avec leurs enfants par leurs maris, destituées et rejetées par les familles de leurs maris

et leurs propres familles d'origine et où un grand nombre de survivantes de violences sexuelles résident en dehors de leur milieu d'origine dans lequel elles vivent dans des conditions difficiles. Dans Cette dernière catégorie des femmes, la nécessité de mener une recherche approfondie s'avère d'une grande importance afin de dégager des stratégies locales et pratiques pour une meilleure reconnexion et/ou d'un retour probable des survivantes dans leur milieu d'origine sans être stigmatisées.

Toutes ces femmes souffrent fortement de stress post traumatiques et sont traumatisées continuellement par leur situation de vie plus que précaire : abris délabrés, santé déficitaire. Elles dépendent de conditions de travail très défavorables et sont ignorantes de leurs droits et actuellement incapables de les revendiquer mais elles se sont constituées dans plus au moins 25 groupes solidaires des femmes. Ces groupes se sont constitués en réseaux et comptent continuer leurs actions de plaidoyer avec l'accompagnement de FORAL et les animateurs locaux auprès des autorités locales ainsi qu'à d'autres décideurs dans leurs communautés respectives.

Contact:

Siege: 5, Avenue Kasongo/Ibanda/Bukavu/Sud-Kivu en RDC
Les Bureaux Antennes: KANIOLA, IKOMA, dans le territoire de Walungu /SUD-KIVU et Goma/NORD-KIVU
Tél: +243 998648405, 0853533050, 0840001666
Site web: www.ramalevina.org E-mail: coordination@ramalevina.org



PROTECTION
international

Protection International, (PI), est une Organisation internationale à but non lucratif qui soutient les défenseur.e.s des droits humains dans l'élaboration de leurs stratégies de gestion de sécurité physique et de protection.

Depuis 2004, PI travaille avec des partenaires locaux dans plus de trente pays à travers le monde. PI est présent en République démocratique du Congo depuis 2004. Le travail de PI en RDC a commencé initialement au travers de missions régulières dans lesquelles le personnel de PI a conduit des formations sur la sécurité avec des groupes au sein de la société civile.

Depuis plus de 10 ans, PI est devenue une voix de plus en plus importante au sein de la société civile congolaise dans les provinces du Sud Kivu et Nord-Kivu sur la gestion de la sécurité des défenseurs des droits humains.

L'organisation possède actuellement des bureaux à Bukavu et à Goma, à l'Est de la RDC, une région affectée par des conflits armés il y a plus de 25 ans. En plus de cette présence à l'Est,



PI intervient de manière ponctuelle dans d'autres provinces de la RDC.

Notre vision: Nous aspirons à un monde dans lequel les droits humains et les libertés fondamentales sont universellement reconnus et respectés par tous, et où chacun a le droit de défendre ses droits et libertés sans crainte de menaces ou d'attaques.

Réalisations clés: Création de la Coalition des femmes défenseuses des droits humains (CFDDH), en Mars 2021.

Il s'agit d'un réseau de protection qui regroupe 44 organisations membres opérant en RDC, appui et plaidoyer pour le vote et la promulgation des Édits protégeant les défenseur.e.s des droits humains et journalistes au Nord-Kivu et Sud-Kivu (2016 et 2019), publication de 10 Bonnes pratiques pour la sécurité des défenseur.e.s de droits humains, étude sur la criminalisation des mouvements sociaux, cas de LUCHA en RDC,



publication d'un petit manuel sur la Protection Collective des défenseur·e·s des droits humains, mise en place de 6 comités locaux de protection communautaire (CLPC) au Nord Kivu et Sud-Kivu.

Ces comités regroupent 72 défenseur·e·s des droits humains communautaire dans les milieux ruraux suivants : Kabasha, Musienene, Kiwanja, Kavumu, Luvungi et Baraka), le programme de PI a accompagné plus de 480 défenseur·e·s des droits humains depuis 2018.

Comme compétences clés, Protection Internationale réalise des renforcement des capacités en Protection, Sécurité physique et numérique, Masculinité positive, Intégration Genre et Résolution pacifique des conflits, plaidoyer, politiques publiques, création des Réseaux de protection, soutien institutionnel et financier aux organisations de la société civile et e-learning.

Contact:

Contact tel : +243995750345, +243853351431

Mail : ebiringanine@protectioninternational.org

Réseaux sociaux : Twitter : @ProtectionInt, @PI_AfricaHub

Facebook: Protection Internationale, Protection International-Africa

YouTube: Protection Internationale, LinkedIn : Protection Internationale

Siteweb : www.protectioninternational.org

Adresse physique : Avenue Bunagana, numéro 79, Q. Katindo, C/Goma, Nord-Kivu-RDC

12. R.I.O

Sud-Kivu



Le Réseau d'Innovation Organisationnelle a été créé (RIO) en 2003 en tant que service technique de la Présidence de l'Eglise du Christ au Congo, province du Sud-Kivu (ECC-SK). Il est devenu une association sans but lucratif en Septembre 2017 et jouit d'une autonomie juridique et fonctionnelle

Contexte de la zone d'intervention du RIO

Plus de deux décennies de guerre durant, l'Est de la République démocratique du Congo, RDC, demeure caractérisée par des dynamiques des conflits violents récurrents, ayant des connexions sous régionales, qui engendrent des conséquences indescriptibles sur la vie des populations. Les rivalités tribales entre les différents groupes ethniques autour des enjeux liés à l'identité, à la terre, au pouvoir coutumier et aux ressources naturelles ont entraîné la fragmentation de la cohésion sociale. En plus de cela, la faiblesse de l'autorité de l'Etat et l'impunité restent des facteurs qui sont à la base de l'instabilité chronique dans la zone d'intervention du RIO. De manière détaillée, le contexte décrit ci-dessus est dominé par :

L'insécurité grandissante causée par l'activisme des groupes armés locaux et étrangers, les tueries, les massacres, l'incendie des villages, les pillages, les vols des ressources, les déplacements massifs et répétitifs des populations civiles, la discrimination tribale et le clientélisme politique, l'enrôlement des jeunes et adolescents dans les groupes armés, la prédominance des violences basées sur le genre, viols et violences sexuelles faites aux femmes et aux jeunes filles et autres violations récurrentes des droits humains.

Le marché d'emploi, par ailleurs, étant trop réduit, le taux de chômage est très élevé et les jeunes sont abandonnés à leur triste sort à la fin de leurs études. Profitant de cette vulnérabilité des jeunes voués au chômage et à la pauvreté, les leaders politiques et communautaires se livrent à leur manipulation en les engageant dans les actions de violence au profit de leur ascension politique et contrôle des ressources naturelles. Il en est de même des chefs de guerre qui les recrutent dans les milices, les groupes armés, des mouvements à base identitaire. Aussi suite au désespoir et à l'oisiveté, d'autres jeunes se livrent-ils à la délinquance juvénile.

Les jeunes filles sont particulièrement vulnérables face à cette situation.

Ainsi, il est observé un nombre élevé de grossesses précoces et indésirables, ainsi que le mariage précoce.

L'accès à l'éducation limité, la désinformation en matière de la santé reproductive, les sentiments de curiosité constituent des facteurs favorisant cette situation déplorée aggravée avec l'avènement de la pandémie à Covid-19. Au vu de leur importance démographique, les jeunes devraient plutôt prendre part active à l'instauration d'une paix durable et œuvrer pour la justice, le développement économique ainsi que la réconciliation; si et seulement si des politiques inclusives sont valorisées.

C'est pourquoi, agissant dans le cadre de la résolution 2250 des Nations Unies du 09 décembre 2015, des incubateurs des jeunes ont été mis en place par le RIO asbl dans le but d'aider les jeunes à élaborer de plans d'affaires et à organiser des micro-entreprises afin de leur permettre d'évoluer économiquement et de leur assurer une certaine résilience face aux nombreuses sollicitations des manipulateurs.

- **Vision** : Une région des Grands Lacs stable, paisible et juste.
- **Mission** : Être un centre régional de référence pour la promotion de la paix qui accompagne les communautés à la base dans le processus de restauration d'une société stable, paisible et juste.
- **Valeurs** : Collaboration, Complémentarité et Intégrité

Enfin, les femmes, dont le poids démographique est aussi considérable, étant constamment violentées et marginalisées au sein des communautés sur base de la considération socioculturelle, nombreuses n'ont pas eu la chance d'accéder à l'école.

De ce fait, elles croupissent sous l'analphabétisme qui annihile leur participation politique et leur autonomisation. Elles méconnaissent leurs droits et sont discriminées alors qu'elles ont toujours porté la charge des enfants, et pourtant elles joueraient un rôle important dans le processus de paix et de développement.

Raison pour laquelle, le RIO a mis en place un espace de renforcement des capacités des femmes appelé « Académie des femmes ».

Dans le souci de répondre à ce contexte, les actions suivantes sont menées par le RIO : Accompagnement de 33 club de paix au Sud Kivu dans l'organisation de sensibilisation à la non violence active, la cohabitation pacifique, Organisation de théâtre-forum participatif, de débat Karl Popper, Festival des jeux pour la paix, Conférence-débat et autres thèmes liés à la paix.

Contact:

Tél : (00243)98611153, 0999117004,
0818138119

E-Mail : riobukavu@yahoo.fr, riobukavu@hotmail.com

Website: www.riocrp.org

13. SADRI

(Haut katanga et Kalemie)

SERVICE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT REGIONAL INTEGRE

Le SADRI est une Association Sans But Lucratif (ASBL) et une Organisation Non Gouvernementale de Développement (ONGD).

Objectif: Contribuer à l'amélioration des conditions de vie socio- économiques, politiques et culturelles des populations du Katanga en particulier et de la République Démocratique du Congo en général.



Le SADRI inter vient dans 6 domaines.

1. La recherche de la sécurité alimentaire: Appui aux cultures vivrières et maraîchères, appui au petit élevage. Appui à la pisciculture et à la pêche, Appui à la conservation, transformation et à la commercialisation des produits agricoles, Vulgarisation des technologies appropriées, Promotion de l'agriculture durable, Réhabilitation des routes de desserte agricole, Promotion de la culture de l'épargne et du crédit.

2. La promotion de la santé communautaire et nutritionnelle: Appui à la construction, la réhabilitation, l'équipement et l'approvisionnement en produits pharmaceutiques des centres de santé, Appui aux Journées Nationales de Vaccination, Appui à l'accès à l'eau potable, Appui à l'assainissement du milieu et à l'habitat, Appui à l'éducation nutritionnelle.

3. Gouvernance Locale et Minière: Formation des observateurs des élections, Promotion des vertus démocratiques, des droits humains, de la décentralisation, de la bonne gouvernance et de la culture de la paix, L'éducation nationale Appui à la construction, la réhabilitation et l'équipement des écoles et des centres de formation professionnelle, Appui à l'alphabétisation.

4. Le renforcement des capacités organisationnelles des communautés de base: Formation en gestion, Accompagnement à l'autopromotion.

5. La protection de l'environnement: Lutte contre la pollution de l'eau et de l'air, le déboisement et l'érosion, Promotion du reboisement, Vulgarisation des foyers améliorés, Protection de la faune et de la flore.

6. Dans le cadre d'appui à la bonne gouvernance locale en RDC, nous accompagnons les Entités Territoriales Décentralisées des régions minières du Katanga, dans l'élaboration de leur Plan de Développement Local. A titre illustratif : la Ville de Kasaji, la Commune de Fungurume, le Secteur de Lufupa, la Ville de Kolwezi dans la Province de Lualaba. La Ville de Likasi, dans la Province du Haut Katanga, la Chefferie de Mulongo dans la Province de Haut-Lomami, La Ville de Manono dans la Province de Tanganyika. Aussi, nous contribuons à la rédaction du cahier des charges entre les entreprises minières et les communautés riveraines impactées.



Avec PPLM nous avons par exemple mené depuis 1996 à travers la Région du Katanga dans le domaine du renforcement des capacités organisationnelles, de la promotion de la démocratie, des droits humains, de la culture de la paix et de la bonne gouvernance avec entre autres principaux résultats:

- 1.447 observateurs formés et déployés pendant le processus électoral
- La cohabitation pacifique des communautés katangaise et kasaïenne à Likasi
- 10 Comités de paix implantés à Likasi et 5 localités environnantes, Kyalwe, Mitwaba, Kilwa et Pweto.
- Les vertus démocratiques vulgarisées sur 21 Territoires et 3 grandes villes du Katanga
- 35 noyaux des animateurs/sensibilisateurs des élections formés et déployés sur 21 Territoires et 13 communes du Katanga
- Par des approches alternatives de communication pacifique, non violente, plus de 120 enfants ont été encouragés à quitter les carrières minières artisanales puis progressivement reconvertis selon le cas.

Un échantillon de 10 femmes chefs de ménages et parents d'une poignée d'enfants sortis des mines, est appuyé et accompagne dans la réalisation des Activités Génératrices de Revenus.

Contact:

E-mail : eccsadri@gmail.com / eccsadri@yahoo.fr,

Tél : 099 0200996, 084 0668989

Adresse: 31, Chaussée de Kasenga, Quartier Bel-air,
Commune de Kampemba, Lubumbashi.



LA VOIX DES SANS VOIX POUR LES DROITS DE L'HOMME (VSV)

La Voix des Sans-Voix pour les droits de l'homme (VSV) est une Organisation Non Gouvernementale de promotion et défense des droits de l'Homme créée en 1983 par quatre (4) étudiants dont le plus emblématique est Floribert CHEBEYA BAHIZIRE assassiné en juin 2010 à l'Inspection Générale de la Police Nationale Congolaise (PNC).

La VSV est membre du Réseau des Défenseurs des Droits de l'Homme de l'Afrique Central (REDHAC) où elle occupe depuis novembre 2019, le poste de deuxième Vice-Président. Elle a le statut d'observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) dont le siège est à Banjul, République de Gambie et à ce titre, elle a droit à la parole lors des sessions ordinaires de la Commission pour exposer sur la situation des droits humains en RDCongo devant les officiels des Etats Africains, les autres ONGs africaines et internationales. Pour son travail, la VSV a reçu le prix international en 1992 de Reebok Human Rights Programs, Boston, Massachusetts, USA et un autre en mai 1997 lui attribué à Washington D.C., USA par International Human Rights Law Group (Global Rights).



NOTRE VISION: Une société où la population connaît ses droits et peut les revendiquer librement sans avoir peur d'agir ainsi.

PERSPECTIVE : Informer et sensibiliser la population sur ses droits fondamentaux avec un accent particulier sur les droits économiques, sociaux et culturels (DESC) ainsi que sur la paix et la non-violence

RÉALISATIONS: Grâce au travail de la VSV, des milliers des victimes des violations des droits humains ont recouvré leurs droits. La VSV en partenariat avec PPLM à travers le SCP sensibilise à la paix et à la non-violence des élèves et enseignants dans 12 écoles de Kinshasa et des provinces du Kongo Central et du Kwilu. 722 élèves et 64 enseignants ont déjà été touchés par cette activité et des clubs de paix mis en place dans ces écoles.



Contact:

E-mail: vsv.ongdh@gmail.com/vsv_ongdh@yahoo.fr

Tél: +243 995 814 266 / 82 56 79 794

Twitter: @ongdh_vsv

Site web: www.vsv-rdc.org

Adresse : N°24 bis, Av Buburu, Q Matonge, Kinshasa/Kalamu.

BP: 11 445 Kinshasa I



La création d'un Département au sein de la Faculté de Théologie Protestante de l'Université Evangélique en Afrique (UEA) a été motivée en 2007 par le contexte de guerres, avec comme corolaires les mouvements des populations, le manque de cohésion sociale, la pauvreté aiguë y afférente, l'amplification des conflits politiques, intercommunautaires qui sévissaient dans la province du Sud-Kivu. En effet, pour accompagner les populations de cette entité dans leurs efforts de recherche d'une paix et d'un développement durables, il était, pour les Eglises protestantes fondatrices de l'UEA, opportun de former des cadres compétents capables d'analyser le contexte en vue de proposer des stratégies susceptibles de défier la situation de non paix qui se généralisait de plus en plus.

En cette période, l'idée de répondre au besoin de construction, de consolidation de la paix et de contribuer concomitamment au développement des populations dans la région des Grands Lacs africains en période post-conflit en formant la jeunesse, est née et a été matérialisée par la mise en place du département.

Le but était de former cette jeunesse et l'initier à la recherche dans le domaine de la paix qui chute sur le développement en usant des approches socio-évangéliques en parallèles avec celles socio-anthro-pologiques.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX :

- Contribuer à travers une approche socio-évangélique à l'émergence d'une culture de paix en RDC en mettant à la disposition des églises, des ONGs, des institutions et des communautés locales et régionales un cadre de formation des artisans compétents de la paix et du développement ;
- Travailler à la construction d'un Etat de droit, démocratique capable d'oeuvrer pour la paix, la cohésion sociale aussi bien en période de paix qu'en celle de turbulences et de violences.



OBJECTIFS SPÉCIFIQUES :

- Doter les candidats lui envoyés par les églises, ONGs, institutions étatiques et paraétatiques, les indépendants et bien d'autres structures, d'une formation de haut niveau en matière de construction de la paix et du développement ;
- Mener des recherches sur l'interconnexion entre les stratégies de maintien de la paix et du développement ;
- Développer la culture de paix, de non-violence et d'acceptation mutuelle, la réconciliation entre les populations de la République Démocratique du Congo en particulier et de la région en général ;
- Sensibiliser les églises, les institutions, les structures et la population pour avoir des changements dans le domaine du genre, de la violence et de la haine.

PERSPECTIVES D'AVENIR :

Très engagée et déterminée dans la pérennisation les acquis du Projet de renforcement des capacités des leaders religieux et laïcs chrétiens de la province du Sud-Kivu, en particulier et de la région des Grands Lacs africains, en général, les perspectives d'avenir de la Faculté de théologie de l'UEA et du Département de théologie se résument en trois volets que voici :

1) Plaidoyer à grande échelle pour les leaders religieux et laïcs en vue de leur implication effective dans transformation sociale, la construction de la paix à l'est de la RDC et pour l'intégration de la femme dans tous les processus de résolution des conflits et de paix

2) Ouverture d'un département de leadership et gouvernance pour renforcer les efforts du département de paix et développement. Nous avons compris que la mauvaise gouvernance observée dans le chef de nombreux leaders est à la base des plusieurs conflits et de la pauvreté, deux fléaux qui ruinent le développement dans la région des grands lacs africains

3) Ouverture d'un département du journalisme de paix en vue d'améliorer les bonnes pratiques de la communication, gage d'une paix durable dans la Région.

Contact:

- Phone : (+243) 97 69 78 317
- E-mail : fac.theouea@gmail.com, mu
tadrien@yahoo.fr
- Siège : Campus Universitaire-Col-
line de
Panzi-Q. Mushununu- NR5



16. YWCA

KINSHASA

Fondée par lady KINNAIRD et Miss Emma ROBARTS en Grande Bretagne, la Young Women Christian Association, en sigle YWCA, est une association qui oeuvre depuis 1877 pour la promotion du leadership et du pouvoir collectif des femmes à travers le monde. Aujourd'hui, le mouvement compte plus de 25 millions des filles et femmes dans plus de 120 pays au monde.



LA VISION

La Young Women's christian association of DRC (YWCA-DRC) est celle de la YWCA mondiale, où la justice, la paix, la santé, la dignité humaine et la préservation de l'environnement sont promues et soutenues durablement grâce au leadership des femmes. les structures et la population pour avoir des changements dans le domaine du genre, de la violence et de la haine.

MISSION

Elle consiste à promouvoir le leadership et le développement du pouvoir collectif des femmes et des jeunes filles et femmes en RDC en vue d'assurer l'éducation, le développement, la sécurité, la dignité humaine, la liberté, la justice et la paix de toute la population.

L'organisation a, à son actif, plusieurs programmes et activités dont les plus importantes sont notamment :

- Accompagnement holistique des survivantes des violences basées sur le genre à Kinshasa avec le volet psychothérapeutique, médical, juridique, ainsi que le sport et les mouvements, le théâtre et la musicothérapie pour leur bien-être ;
- Accompagnement des adolescents et jeunes sur la santé sexuelle et reproductrice en milieu des jeunes ainsi que des activités récréatives des enfants et jeunes dans le cercle récréatif des jeunes (CRJ);
- Sensibilisation de la population sur les violences, le tribalisme.... Par les enquêtes porte à porte, les médias écoles, universités, églises, poste de police ainsi que par le théâtre forum.
- Projet communautaire pour favoriser la santé et le bien-être des filles adolescentes mariées et les filles à risque de mariages précoces et forcés à Kinshasa (Kinzone) et Mbuji-Mayi (Bipemba).
- Formation professionnelle des jeunes filles et femmes (Alphabétisation coupe et couture, et cuisine et restauration).



Contact:

Tel: +243 903265212, +243 817872763
Email: ywcardc@gmail.com
Site web: <http://www.ywca-drc.org/>
Siège social: 02 Av. Mercure, Q. Résidentiel,
C.Limete-Kinshasa



